



**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE SERVICES

# Organisation d'excursions pédagogiques et déplacements individuels des usagers de l'Université Lumière Lyon 2









**Cahier des clauses administratives  
particulières (CCAP)**

Consultation n° 2025S25018





## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| PARTIE 1 - DÉFINITIONS .....                   | 3  |
| PARTIE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....        | 3  |
| PARTIE 3 - MODALITÉS D'EXECUTION .....         | 5  |
| PARTIE 4 - PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT ..... | 11 |
| PARTIE 5 - SANCTIONS ET LITIGES .....          | 14 |
| PARTIE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES .....         | 16 |

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

|   |                       |   |
|---|-----------------------|---|
|    | Objet du contrat      | Organisation d'excursions pédagogiques et déplacements individuels des usagers de l'Université Lumière Lyon 2 |
|    | Acheteur              | Université Lumière Lyon 2   |
|    | Type de contrat       | Accord-cadre de services à bons de commande mono-attributaire sans minimum et avec maximum                    |
|    | Structure             | 3 lots  |
|    | Lieu d'exécution      | Divers  |
|    | Développement durable | Clause environnementale   |
|  | Variation des prix    | Révisables (formule)  |
|  | Nature des prix       | Prix unitaires  |

## PARTIE 1 - DÉFINITIONS

|   |                   |   |
|---|-------------------|---|
|  | <b>Contrat</b>    | Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre. |
|  | <b>Acheteur</b>   | L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.  |
|  | <b>Titulaire</b>  | Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.   |
|  | <b>Prestation</b> | La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.   |

## PARTIE 2 - DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'agences de voyages afin de répondre aux besoins de l'Université Lumière Lyon 2 en matière de déplacements groupés et individuels de ses usagers.

- ✚ Les déplacements groupés consistent en l'organisation sur-mesure d'excursions et de voyages pédagogiques, principalement pour les étudiants de l'Université Lumière Lyon 2 mais aussi pour les personnels et autres personnalités extérieures. Ces déplacements comprennent la recherche, la réservation et l'émission des titres de transports et bons de réservations relatifs à l'hébergement ainsi qu'à d'autres prestations complémentaires (activités, visites, repas...).
- ✚ Les déplacements individuels consistent en la recherche, la réservation et l'émission des titres de transport et bons de réservation relatifs aux déplacements des personnes non-missionnées et prises en charges par l'Université. Il s'agit principalement des doctorants non-contractuels et des stagiaires de l'Institut de Formation Syndicale (IFS).

Chaque CCTP détaille le contenu des prestations et leurs modalités d'exécution.

#### ■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. En échange, le ou les opérateurs s'obligent, en toute hypothèse et sauf cas expressément prévus ci-dessous, à exécuter ses prestations.

A titre exceptionnel, l'Université se réserve le droit de réaliser des commandes en dehors du présent accord-cadre notamment lorsque le titulaire n'est pas en mesure d'organiser une prestation ou lorsque seules des propositions inadaptées seront proposées. Une proposition est inadaptée si elle ne répond pas ou partiellement au besoin exprimé ou si ses conditions de réalisation (tarif notamment) sont manifestement excessives en comparaison de propositions d'un opérateur économique non retenu au présent contrat.

Nota : un tarif manifestement excessif se définit lorsque l'Université constate une différence d'au moins 30% entre le prix proposé par le titulaire proposant le prix le plus bas et le prix constaté chez un autre fournisseur non retenu au marché.

## ARTICLE 2. FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché se décompose en **3 lots** juridiquement distincts, tel que détaillés ci-dessous.  
Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

| Lots  | Description  |
|-------|--|
| Lot 1 | <b>ORGANISATION D'EXCURSIONS ET VOYAGES PEDAGOGIQUES</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Moyens de transports ;</li><li>- Hébergement des participants, avec restauration le cas échéant ;</li><li>- Autres prestations (organisation des activités, réservations, etc.).</li></ul>  |
|       | <b>Montant maximum : 210 000 € HT/an (soit 840 000 € HT sur 4 ans)</b>   |
| Lot 2 | <b>ORGANISATION DES SORTIES SPORTS DE NEIGE</b><br>Organisation intégrale des sorties et séjours sports de neige pour le Service universitaire des activités physiques et sportives (SUAPS) : <ul style="list-style-type: none"><li>- Transport, restauration, hébergement pour tous les participants ;</li><li>- Location de matériel et achat des forfaits ;</li><li>- Réservation d'un moniteur de ski.</li></ul> |
|       | <b>Montant maximum : 55 000 € HT/an (soit 220 000 € HT sur 4 ans)</b>  |
| Lot 3 | <b>DEPLACEMENTS INDIVIDUELS</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Réservation des moyens de transports pour les déplacements individuels ;</li><li>- Le cas échéant, réservation d'hébergement et de restauration.</li></ul>   |
|       | <b>Montant maximum : 20 000 HT/an (soit 80 000 € HT sur 4 ans)</b>   |

Nota : le montant maximum annuel est identique pour chaque période de reconduction éventuelle.

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande selon les besoins de l'acheteur, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. L'émission des bons de commande peut être réalisée jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

## ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

### ■ 3.1. Durée

Le contrat est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. La date exacte de notification du contrat est celle de la transmission par l'acheteur de l'acte d'engagement signé par les deux parties.

### ■ 3.2. Reconduction du contrat

Le contrat peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an, dans la limite d'une durée maximale de 4 ans.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Cette notification est adressée soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit via le profil acheteur (plateforme PLACE).

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de non-reconduction du contrat. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre s'imposera dès lors au titulaire sans que ce dernier ne puisse la contester ou demander une quelconque indemnisation. En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

### ■ 3.3. Reconduction anticipée du contrat

Si le montant maximum d'une période est imminemment atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se

réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

### ■ 3.4. Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre leurs stipulations, les documents prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot concerné ;
- Le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le Bordereau des prix unitaires ;
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse technique et environnemental) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre ne saurait considérer cette liste comme exhaustive et est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation. De même, le titulaire est tenu d'avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature, applicables aux prestations objet du présent accord-cadre.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses fournisseurs ou ses sous-traitants ne sont pas applicables à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-FCS, la notification de l'accord-cadre se matérialisera uniquement par la transmission par l'acheteur public au titulaire, d'une copie de l'acte d'engagement.

## PARTIE 3 - MODALITES D'EXECUTION

### ARTICLE 5. INTERVENANTS

#### ■ 5.1. Identification du pouvoir adjudicateur

Université Lumière Lyon 2  
18 quai Claude Bernard  
69007 Lyon  
Courriel : [marchespublics@listes.univ-lyon2.fr](mailto:marchespublics@listes.univ-lyon2.fr)  
Site internet : <http://www.univ-lyon2.fr>

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le/la Président(e) actuellement en exercice ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution de l'accord-cadre.

#### ■ 5.2. Représentation des parties

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de

l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## ARTICLE 6. DELAIS D'EXECUTION

Les délais détaillés ci-dessous s'appliquent à l'ensemble des lots. Les modalités d'exécutions particulières sont détaillées dans les CCTP respectifs de chaque lot.

### ■ 6.1. Délais de réponse

Avant de passer commande, les services de l'Université feront une demande auprès du titulaire, lequel doit faire 3 propositions à l'Université (cf. article 2.2 du CCTP).

Le titulaire respecte les délais suivants pour remettre ses 3 propositions au service prescripteur :

| Lots   | Délai maximal de réponse <sup>1</sup> |
|--|---------------------------------------|
| Lot 1  | 8 jours ouvrés                        |
| Lot 2  | 8 jours ouvrés                        |
| Lot 3  | 5 jours ouvrés                        |
| <i>Nota : ces délais s'appliquent à défaut de meilleure proposition dans l'offre du titulaire.</i> |                                       |

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas les délais mentionnés (ou les délais inférieurs proposés dans son offre technique), celui-ci s'expose à une pénalité de retard prévue à l'article 13 du présent CCAP.

Chaque proposition prend la forme d'un devis mentionnant le détail des prestations proposées, le détail des prix HT et TTC (avec distinction de la marche du titulaire) ainsi qu'une estimation claire et lisible des émissions de CO2 de la prestation de transport.

La remise des propositions par le titulaire peut donner lieu à des discussions et ajustements à la demande du service prescripteur. **Le titulaire remet son devis final dans un délai de 48 heures ouvrées à compter de la validation finale du service prescripteur.** Celui-ci donnera lieu à l'émission d'un bon de commande.

Le devis comporte a minima :

- Nom exact de l'acheteur (campus/direction/service) ;
- Référence du marché et du lot ;
- Type de prestation et son contenu ;
- Prix de la prestation en application des prix figurant au BPU (HT et TTC) ;
- Nom et coordonnées d'un correspondant.

### ■ 6.2. Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande. Ces délais correspondent aux dates et aux horaires de départ et de retour. Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, et sauf cas prévu dans le marché, aucune prolongation du délai d'exécution ne peut être accordée par l'acheteur.

En cas de retard d'exécution constaté par rapport à l'heure de départ indiquée dans le bon de commande, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité prévue à l'article 13 du présent CCAP.

<sup>1</sup> Jours et heures ouvrés applicables au présent accord-cadre : du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00.

### ■ 6.3. Autres délais

L'Université Lumière Lyon 2 fixe les délais complémentaires suivants<sup>2</sup>, applicables à tous les lots :

|  |   |
|--|---|
| Demande de devis en urgence (tous lots)  | 48 heures ouvrées maximum   |
| Emission des titres de transports (en format dématérialisé ou par voie postale en cas d'impossibilité) | 4 jours calendaires maximum avant le début d'exécution de la prestation |
| Information à l'acheteur de l'impossibilité d'assurer tout ou partie des prestations                   | 72 heures ouvrées maximum après la demande                              |
| Transmission d'états statistiques relatifs au suivi d'exécution  | 15 jours ouvrés maximum suivant la date de la demande de transmission   |

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas les délais mentionnés (ou les délais inférieurs proposés dans son offre technique), celui-ci s'expose à une pénalité de retard.

## ARTICLE 7. PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'acheteur.

Les bons de commande sont adressés au titulaire par courriel ou courrier jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. En conséquence, la durée de validité des bons de commande est égale à la durée de validité de l'accord-cadre augmentée du délai susceptible de s'écouler entre l'émission du dernier bon de commande et la réception des fournitures et prestations correspondantes.

Seuls les bons de commande signés par la ou les personnes habilitées par l'acheteur pourront être honorés par le ou les titulaires et ouvriront droit à paiement. Ils sont émis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Nom exact de l'acheteur (campus/direction/service),
- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date de l'accord-cadre,
- Numéro et date du bon de commande,
- Numéro de l'engagement juridique,
- Lieu et dates de réalisation des prestations,
- Adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- Désignation et quantité des prestations à réaliser,
- Délais maximaux de réalisation des prestations,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC,
- Délais laissés, le cas échéant, au titulaire pour formuler ses observations.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. La personne habilitée à signer les bons de commande est la Présidente de l'Université Lyon 2 ou toute autre personne ayant reçu une délégation à cet effet.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la notification d'un bon de commande pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

En toute hypothèse, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

<sup>2</sup> Jours et heures ouvrés applicables au présent accord-cadre : du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, seul à avoir qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

Dans tous les cas, aucune prestation ne peut débuter sans la notification préalable, par l'acheteur, d'un bon de commande au titulaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La résiliation ou la non-reconduction de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de non-reconduction. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### ■ 8.1. Obligation générale quant aux prestations

Le titulaire s'engage à proposer à l'Université Lumière Lyon 2 les meilleurs tarifs disponibles au moment de la demande et à rechercher systématiquement le meilleur rapport coût/flexibilité (modalités de modifications, échanges, remboursement des billets, etc.) en fonction des souhaits émis par l'Université. Il s'engage à communiquer les offres promotionnelles des transporteurs.

Le titulaire s'engage à ne pas favoriser, de quelque manière soit, une compagnie de transport plutôt qu'une autre.

Les propositions doivent contenir, autant que possible, des prestations modifiables et annulables. A défaut, il précise dans le devis les conditions relatives aux modifications et annulations (frais, délais...).

L'Université Lumière Lyon 2 se réserve le droit de contrôler les tarifs proposés (écart de prix constatés) ainsi que les compagnies prioritairement proposées.

### ■ 8.2. Obligation d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. Ainsi, il s'engage à indiquer, compte tenu des éventuels impératifs de l'acheteur :

- L'ensemble des solutions envisageables au meilleur prix (tarifs, compagnies, horaires, correspondances, optimisation des trajets, etc.) et les contraintes qui y sont attachées ;
- Les meilleures conditions possibles en termes de sécurité de voyage permettant de générer une dépense contrôlée et une optimisation du rapport qualité-prix des prestations de voyages ;
- Pour les voyages à l'étranger, : information sur les formalités administratives à accomplir et des éventuelles autres conditions satisfaisantes, notamment sanitaires.

En cours d'exécution, le titulaire avise l'acheteur de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution ou de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

En sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, il s'engage également à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### ■ 8.3. Obligations de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le CCTP.



Le titulaire s'engage à respecter les délais contractuels dès la notification du marché, pour l'organisation des prestations.

Les cas de force majeure ou d'empêchement manifestes nécessitent d'être signalés au plus vite à l'acheteur et restent toutefois soumis à l'appréciation de ce dernier. Par ailleurs, ces cas de force majeure n'excluent pas l'application des pénalités si les raisons invoquées sont jugées insatisfaisantes par l'acheteur, ou de nature à ne pas dégager la responsabilité du titulaire.

#### ■ 8.4. Discrétion du titulaire

Le titulaire est tenu d'appliquer et de faire appliquer à l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données ou illustrations, dont il a ou aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Tout manquement à l'obligation de discrétion ainsi que toute disparition momentanée ou irrémédiable de documents justifient la mise en œuvre immédiate, à l'encontre du titulaire, des poursuites prévues par les articles 411-5 à 411-7 et 226-13 et 226-14 du Code pénal.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'acheteur à résilier le marché aux torts du titulaire, ou aux frais et risques de ce dernier.

#### ■ 8.5. Responsabilité et réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit, la prestation qu'il réalise ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ 8.6. Assurances

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Pour l'exécution des prestations, aucune assurance complémentaire n'est nécessaire, sauf pour la location de véhicules sans chauffeur : dans ce cas, une assurance tout risque - dommage et responsabilité avec garantie individuelle du conducteur - est nécessairement incluse.

### ARTICLE 9. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application des articles L.2112-2 et R.2111-10 du Code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution des prestations et des exigences fonctionnelles comportant des éléments à caractère environnemental.

Les conditions d'exécution et exigences fonctionnelles à caractère environnemental sont détaillées dans les CCTP propres à chaque lot.

Dans tous les cas, le titulaire doit mettre en œuvre les démarches nécessaires afin de limiter son empreinte écologique ainsi que son impact environnemental lors de l'exécution des prestations. Il s'engage notamment à proposer, pour chaque demande de déplacement qui lui est adressée, la solution la moins impactante sur l'environnement, notamment la moins émissive en CO2. Cette proposition doit tenir compte des contraintes liées à cette demande en particulier des contraintes financières et des contraintes de temps.

## ARTICLE 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION

### ■ 10.1. Vérifications de l'exécution

Les vérifications quantitatives et qualitatives se déroulent en deux temps :

- Premièrement, des vérifications seront effectuées au moment de la remise des titres de transports et bons de réservation des prestations conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG FCS.

Par dérogation aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum de 2 jours ouvrés pour effectuer les vérifications des titres de transports et bons de réservation mis à disposition par le titulaire par rapport à la commande et aux éventuelles conditions particulières à appliquer en fonction du ou des voyageurs.

En cas de non-conformité à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire procède à l'annulation des titres ou bons en cause, émet sans frais les nouveaux titres et bons et en assure la mise à disposition sous 48h. Le pouvoir adjudicateur vérifie les nouvelles prestations dans les mêmes conditions.

L'absence de remarque formulée par le pouvoir adjudicateur dans le délai susmentionné vaut admission des titres et bons de réservation.

- Deuxièmement, des vérifications seront effectuées au moment même de l'exécution des prestations : tout évaluation négative d'un responsable d'une sortie ou d'un voyage pédagogique pour les lots 1 et 2 ou d'un voyageur pour le lot 3 communiquée au service de la commande publique dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la fin des prestations, fera l'objet d'une discussion entre l'Université et le prestataire et pourra donner lieu à une réfaction sur le montant de la facture correspondante.

### ■ 10.2. Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 11. CLAUSE DE REEXAMEN

Dans un objectif d'optimisation, d'amélioration continue et d'adaptation des prestations, et conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que le présent contrat pourra faire l'objet de modifications concertées sans mise en concurrence, dès lors que ces ajustements répondent à l'intérêt du service et respectent le cadre réglementaire.

Cette faculté de modification peut être exercée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- *Afin de prendre en compte des difficultés d'exécution*, récurrentes ou ponctuelles, signalées par l'une des parties, et nécessitant une révision des modalités d'organisation, de coordination ou de réalisation des prestations ;
- *Afin d'améliorer le service rendu aux bénéficiaires*, notamment en réponse à des retours d'expérience, des évaluations qualitatives, ou des besoins spécifiques exprimés par les étudiants ou personnels concernés ;
- *Afin d'adapter le montant maximum annuel de l'accord-cadre* en cas d'augmentation des besoins liée à l'évolution des effectifs d'étudiants (cette augmentation ne pourra toutefois excéder 10 % du montant maximum initial prévu pour l'année concernée) ;
- *Afin d'adapter les services aux évolutions réglementaires ou techniques*, ou pour répondre aux exigences de mutabilité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans le respect des principes de continuité et d'accessibilité.

Ces évolutions peuvent donner lieu, d'un commun accord, à la modification de tout ou partie des pièces contractuelles, y compris, le cas échéant, du taux de marge appliqué par le titulaire.

Toute modification du contrat, quel qu'en soit le montant ou la portée, fera l'objet d'un avenant formalisé, qui entrera en vigueur à compter de sa notification officielle au titulaire.

### ARTICLE 12. CARACTERISTIQUE DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### ■ 12.1. Modalités de fixation des prix

Le titulaire s'engage sur un taux de marge qui s'applique sur les prestations retenues par l'Université à chaque bon de commande.

Les prix se composent du montant total des prestations demandées augmenté de la marge du titulaire telle que prévue dans le BPU.

#### ■ 12.2. Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à leur exécution (type de transports, kilomètres, temps horaires chauffeur, temps horaire d'un guide, repas et/ou hébergement des bénéficiaires et le cas échéant, du chauffeur, frais de péages et de stationnement, tarif des frais kilométriques supplémentaires, etc.) ;
- Le suivi contractuel ;
- Les charges fiscales et parafiscales et tout autre charge frappant l'exécution des prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux de départ et d'arrivée. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Les assurances tous risques (couvrant notamment le matériel, le personnel et les dommages causés aux personnes et aux matériels) y compris les éventuels coûts de mise en œuvre de ces assurances en cas d'accident (franchise, etc.). Ces charges, sujétions, frais liés et frais d'assurances susmentionnés ne peuvent dont pas être facturés en tant que tel hors de la vie du marché puisqu'ils sont déjà inclus dans les prix contractualisés.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais de coordination et de contrôle ainsi que les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

D'une manière générale, **les prix sont réputés complets** sans qu'aucune prestation supplémentaire ne soit facturable à l'Université.

#### ■ 12.3. Offres promotionnelles

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

#### ■ 12.4. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## ■ 12.5. Révision du taux de marge du titulaire

Le taux de marge du titulaire est fixe pendant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Il est ensuite révisable, annuellement à la date anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule de variation suivante :  $T = T0 * (Ind0/Ind1)$

- T = taux révisé
- T0 = taux issu de l'offre initiale ou de la dernière révision
- Ind0 = valeur de l'indice définitif publié au jour de la remise de l'offre initiale ou utilisé lors de la dernière révision
- Ind1 = valeur de l'indice définitif publié au moment de la demande de révision

L'indice utilisé pour la révision est l'indice INSEE n° 010766847 « Services des agences de voyage et des voyagistes - Prix de base - Base 2021 - Données trimestrielles brutes ».

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs des indices seront effectués avec au minimum deux décimales. Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Cette formule de révision est exclusive de tout autre. Aucune autre révision ne pourra donner lieu à modification du prix.

### Modification de l'indice :

- En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement sans formalité ;
- En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'Université.

## ■ 12.6. Modalités de révision

Il appartient à la partie la plus diligente d'effectuer la demande écrite de révision des prix et de motiver cette révision par courrier recommandé avec accusé de réception ou via le profil acheteur (PLACE), deux mois calendaires avant la date anniversaire du marché, sous peine de forclusion.

A compter de la réception de la demande de révision, l'autre partie dispose d'un délai d'un mois calendaire pour notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet.

Le silence de l'autre partie à l'issue de ce délai vaut acceptation de la demande de révision (sous réserve de l'application du butoir).

Les prix résultant de la révision s'appliquent sur les commandes émises à compter du lendemain de la date anniversaire du contrat. Les bons de commande émis avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix mais en cours d'exécution à cette même date, sont facturés et réglés sur la base des prix antérieurs à la révision.

Clause butoir : malgré le jeu de la formule de révision, l'évolution des prix résultant de son application sera limitée à une augmentation de 5% par an. Si les prix venaient à dépasser ce seuil, cette clause pourra être appliquée sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre. La décision de mise en œuvre de la présente clause butoir se traduira par la rectification puis le renvoi du bordereau des prix au titulaire, pour annulation et substitution. La décision sera notifiée par tout moyen au titulaire.

Cette clause butoir ne s'applique pas à la baisse des prix.

Dans tous les cas, et quand bien même une acceptation tacite de la révision des prix serait acquise par le titulaire, l'Université pourra toujours faire application de ce butoir.

## ■ 12.7. Avance

Sans objet.

## ■ 12.8. Régime des paiements

Les paiements partiels et les acomptes n'ont jamais de caractère définitif.

**En raison de la nature spécifique des prestations, le paiement intervient avant service fait, après notification du bon de commande au titulaire et dépôt de la facture sur Chorus par ce dernier.**

Ce paiement devient définitif après exécution des prestations et constatation du service fait.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et à rembourser les sommes indûment perçues en cas de non-exécution totale ou partielle des prestations (en cas de demande de modification ou annulation). Le remboursement s'effectuera soit par émission d'un avoir, soit par virement bancaire, selon le choix de l'acheteur.

## ■ 12.9. Modalités de facturation

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'acheteur (dont service et interlocuteur) et son SIRET ;
- Le nom et la raison sociale du créancier ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations et leur contenu ;
- Le numéro du contrat (et de lot) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le montant hors taxes détaillé des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le montant TTC de la facture ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations HT et TTC effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant ainsi que leur montant HT et TTC.

Les factures sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées doivent être adressées à l'Université en renseignant les informations suivantes :

- Le numéro SIRET de l'Université Lyon 2, destinataire de la facture : 196 917 751 00014 ;
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande (45 + 8 chiffres) ;
- Le code service : COMPTABILITE (agence comptable).

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Nota : en cas de défaillance ou incohérence constatée dans la facturation des prestations, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours francs pour régulariser la situation par l'émission d'une facture rectificative. Ce délai court à compter de toute demande de l'Université en ce sens. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire s'expose à l'application de la pénalité prévue à l'article 13 du présent CCAP.

## ■ 12.10. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de **30 jours** conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai légal donnera lieu au versement d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir,

majoré de 8 points de pourcentage.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement de 30 jours pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application des articles R. 2192-27 et suivants du Code de la commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-28 dudit Code.

## PARTIE 5 - SANCTIONS ET LITIGES

### ARTICLE 13. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalité.

Conformément à l'instruction fiscale n° 13 du 25/01/2006, les pénalités seront indiquées et appliquées en euros hors taxe non soumis à la TVA.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Sauf exception, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application d'une pénalité est sans effet sur les actions civiles ou pénales pouvant être intentées par l'Université Lyon 2 à l'encontre du titulaire du marché. Aussi, il est expressément convenu entre les parties que l'application des pénalités par l'acheteur public n'a aucunement un caractère libératoire pour le titulaire du marché ; le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractées et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

| Faits générateurs  | Pénalités applicables   |
|--|---|
| Non-respect des délais de réponse et remise de devis (articles 6.1 et 6.3 du CCAP)             | Pénalité de 50€ par jour de retard à compter du lendemain de la date limite de réponse ou remise de devis   |
| Retard de transmission des titres de transport (article 6.3 du CCAP)                           | Pénalité de 100€ par jour de retard à compter du lendemain de la date limite de remise des titres de transport  |
| Retard de prise en charge pour les prestations de transports collectif en autocar              | Pénalité de 30€ par tranche de 30 minutes de retard, calculée à compter de l'heure de commencement des prestations indiquée dans le bon de commande   |
| Pénalité liée aux considérations environnementales (article 3 du CCTP)                         | Pénalité forfaitaire de 100€ par manquement constaté  |
| Défaillance dans l'assistance aux voyageurs en cours d'exécution                               | Pénalité forfaitaire de 100€ par manquement constaté  |
| Retard de transmission du bilan statistique et des éléments de reporting (article 4.2 du CCTP) | Pénalité de 20€ par jour de retard à compter du lendemain de la date limite d'envoi des éléments à l'Université (15 juin de chaque année universitaire ou à l'issue du délai de 15 jours ouvrés en cas de demande en cours d'année) |
| Défaillance dans la facturation des prestations  | Pénalité de 30€ par jour de retard à compter de l'expiration du délai de 15 jours accordé au titulaire pour régulariser/rectifier une facture (notamment suite à des incohérences devis-avoirs-factures)                            |
| Découverte d'une sous-traitance non-déclarée   | Pénalité forfaitaire de 300 € par manquement constaté (l'absence de déclaration d'un sous-traitant après mise en demeure de l'acheteur conduira à l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard).             |

Pour chaque violation contractuelle non-susmentionnée, une pénalité forfaitaire d'un montant minimum de 50 € et pouvant aller jusqu'à 1 000 € maximum pourra être appliquée (le montant de la pénalité sera apprécié de manière discrétionnaire par l'Université au regard de la nature de la nature et de la portée réelle du manquement constaté).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne bénéficie d'aucun seuil d'exonération des pénalités. Le montant total des pénalités n'est donc pas limité.

## ARTICLE 14. AUTRES SANCTIONS

### ■ 14.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ 14.2. Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

### ■ 14.3. Résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour faute du titulaire est établi conformément à l'article 41.3 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par la personne publique, est ensuite notifié au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de sa notification.

## ARTICLE 15. REGLEMENT DES LITIGES

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.



En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal Administratif de Lyon**  
184 rue Duguesclin  
69433 Lyon  
Téléphone : 04 78 14 10 10  
Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)  
Télécopie : 04 78 14 10 65

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## PARTIE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 16. PLAN DE PROGRES

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties pourront élaborer conjointement un plan de progrès à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

- Technique : améliorer la qualité du service rendu ;
- Environnemental, social et sociétal : améliorer l'ensemble des prescriptions prévues au présent marché, notamment en vue de réduire l'impact carbone des prestations.

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès.

Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de la première période annuelle d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées, et le cas échéant, propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès les objectifs cibles, les indicateurs de mesure de la performance, les actions et moyens à la charge des parties, les ressources mobilisées par chacune des parties et le calendrier prévisionnel de chacune des actions.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant. Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

### ARTICLE 17. FIN DU CONTRAT

#### ■ 17.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Cette indemnisation ne peut excéder 3 % du montant HT des bons de commande notifiés.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

#### ■ 17.2. Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.



## ARTICLE 18. AUTRES DISPOSITIONS

### ■ 18.1. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur et le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

### ■ 18.2. Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans la réponse du titulaire) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil acheteur PLACE.

### ■ 18.3. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande Publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant accepté par l'Université Lumière Lyon 2 et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'Université Lumière Lyon 2.

Une demande d'agrément du sous-traitant devra être formulée par le titulaire selon les dispositions définies aux articles R2193-1 à R2193-3 du Code de la Commande Publique. La demande doit être effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception ou par tous moyens permettant d'en accuser réception.

L'Université Lumière Lyon 2 dispose de 21 jours pour formuler son agrément à partir de la date figurant sur l'accusé de réception. Passé ce délai, le sous-traitant est réputé agréé.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-Fournitures, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, sera réalisée auprès du seul titulaire.

La répartition des sommes à payer au titulaire et à ses sous-traitants résultera de la déclaration spéciale visée aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du Code de la Commande Publique.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure l'acheteur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues au titre du contrat de sous-traitance, l'Université Lumière Lyon 2 peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt. Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, l'Université Lumière Lyon 2 paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

Dans tous les cas, le titulaire du marché reste seul responsable, vis-à-vis de l'Université Lumière Lyon 2 ou des tiers, de l'exécution des services qu'il confie à des sous-traitants. Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement la responsabilité et les clauses découlant de l'application du présent contrat.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

### ■ 18.4. Traitement de données à caractère personnel

Au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD), l'Université est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère

personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de l'Université, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée maximale de 4 ans.

La ou les finalités du traitement sont : connaissance des différents lieux d'exécution des prestations et les contacts sur site, et éventuellement des intervenants, journalistes ou tout membre de l'Université bénéficiant de la prestation (étudiant comme personnel).

Les types de données à caractère personnel traitées pourront être notamment : le nom, le prénom, la fonction, la date de naissance, le numéro de pièce d'identité et/ou de passeport, les coordonnées professionnelles, le numéro de téléphone personnel.

Les catégories de personnes concernées sont pour un événement (ou groupe d'événements) donné : les participants, les intervenants, les journalistes, les personnels de l'Université.

#### ❖ 18.4.1. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

#### ❖ 18.4.2. Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du Code de la commande publique.

#### ❖ 18.4.3. Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (notamment maintenance et assistance).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

#### ❖ 18.4.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques. La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### ❖ 18.4.5. Mise en œuvre du traitement

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
- Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;

- Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

#### ❖ 18.4.6. Délégué à la protection des données

Si ne l'a pas mentionné dans son offre, le titulaire communique dans les jours qui suivent la notification du marché à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

L'acheteur informe le titulaire de l'adresse mail de contact de son DPO : [dpo@uuniv-lyon2.fr](mailto:dpo@uuniv-lyon2.fr)

#### ❖ 18.4.7. Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### ❖ 18.4.8. Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 4 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2.1 du CCAG-FCS ;  
L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 3.4 du CCAG-FCS ;  
L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG-FCS ;  
L'article 7 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS ;  
L'article 10.1 du CCAP déroge à aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS ;  
L'article 12.6 du CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS ;  
L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS ;  
L'article 14.3 du CCAP déroge à l'article 41.2 du CCAG-FCS ;  
L'article 18.3 du CCAP déroge à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS ;

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.

#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :



[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)